

Olha Ostriitchouk
Louvain-la-Neuve

Politiques de pardon et stratégies de réconciliation : où en sont l'Ukraine et la Pologne ?

Grâce aux demandes de reconnaissance des victimes, toutes catégories confondues, qui exigent désormais le rétablissement de la vérité historique et de la justice, il est devenu possible d'amorcer une relecture des relations historiques entre la Pologne et l'Ukraine. Les premières initiatives sont venues de simples citoyens engagés, opposants au régime, comme celle de l'association moscovite Mémorial ayant ses représentations régionales dans plusieurs centres urbains de l'ex-URSS, laquelle a favorisé les contacts entre le centre polonais Karta de Varsovie et la communauté des historiens ukrainiens. Mais comme ces initiatives visaient une reconnaissance nationale, voire internationale, des préjudices subis dans le passé, elles ont touché un public de plus en plus large et ont pu ainsi exercer une pression efficace sur les politiques d'État, aussi bien en Pologne qu'en Ukraine. Les sentiments anti-communistes et la volonté de faire partie d'un espace commun — européen — ont servi de moteur à un éventuel rapprochement entre les deux pays. Selon Andrzej Paczkowski, « Il apparaissait évident que sans établissement de la vérité, il n'est pas de réconciliation possible et que sans réconciliation, il n'est pas de collaboration sincère et durable »¹. Pour les survivants des événements tragiques, il était impératif d'établir scientifiquement les faits. Jusque-là, chaque partie était guidée par sa mémoire particulière, mais il manquait — comme dans le cas de toutes les mémoires « empêchées »² — la reconnaissance publique des victimes, de leurs souffrances, ainsi qu'un nouvel éclairage d'une période du passé qui n'avait jamais fait partie d'aucun récit officiel, ni du côté polonais, ni du côté ukrainien. Les victimes polonaises,

¹ Paczkowski, Andrzej, "Pologne et Ukraine. Questions délicates, réponses difficiles", dans Georges Mink et Laure Neumayer (éd.), *L'Europe et ses passés douloureux*, 2007, p. 148.

² Ricoeur, Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, p. 689.

plus nombreuses dans la tragédie volhynienne (1943-1944), réclamaient que les crimes des nationalistes ukrainiens à leur égard soient rendus publics et la justice ainsi rétablie. Les gardiens de la mémoire nationaliste ukrainienne rétorquaient qu'on ne pouvait pas évoquer la tragédie volhynienne sans sa mise en contexte historique, sans prendre en compte toute la complexité des relations polono-ukrainiennes dans toute l'épaisseur du temps historique.

En termes allusifs, les revendications ukrainiennes renvoient à la question de la domination polonaise et de son corollaire, le rejet de l'aspiration de l'élite ukrainienne à une existence nationale autonome, clairement formulée dès la fin du XIXe siècle. C'est pour cette raison que les acteurs des luttes pour la libération nationale avaient décidé de recourir à des méthodes radicales : le terrorisme politique dans l'entre-deux-guerres, les nettoyages ethniques (1941-1944) ensuite, et enfin, les attaques systématiques contre les civils qui apportaient leur soutien au régime communiste dans la période de l'après-guerre. Les nationalistes ukrainiens partaient du principe que pour « libérer » les terres ukrainiennes, il fallait éliminer physiquement les représentants d'autres nationalités, issus des peuples dominateurs et/ou « collaborateurs » des bolcheviques, à savoir les Polonais, les Juifs, les Russes ainsi que ceux parmi les Ukrainiens qui soutenaient le régime communiste. Le dépassement des litiges mémoriaux entre Polonais et Ukrainiens passe donc obligatoirement par la reconnaissance préalable des crimes commis par les nationalistes ukrainiens, tout comme par celle des mesures de répression du gouvernement polonais à l'égard des Ukrainiens, que ce soit dans la période de l'entre-deux-guerres ou à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. A ces litiges mémoriaux s'ajoutent les souvenirs contrastés d'événements plus anciens tels que les soulèvements cosaques des XVIIe-XVIIIe siècles et les luttes souverainistes des années 1920, considérés par les Ukrainiens comme autant de luttes pour la libération nationale, mais renvoyant à des moments tragiques pour les porteurs de la mémoire nationale polonaise.

Par ailleurs, les sensibilités mémorielles antagonistes en Ukraine indépendante, devenues clairement perceptibles au moment de la Révolution orange, ne rendent pas le processus de réconciliation linéaire. Il faut dire que si les activités de l'OUN-UPA sont toujours perçues comme criminelles par une bonne partie de la population de l'Ukraine de l'Est, qui a dû mal à accepter l'idée de leur réhabilitation dans l'espace public aux côtés des vétérans de l'Armée soviétique, à l'Ouest, le paysage commémoratif témoigne d'une tendance opposée. Ici, l'effacement de toute trace de l'héritage soviétique parallèlement à la glorification systématique de la mémoire des luttes nationalistes ne laissent aucune place à une quelconque commémoration publique des crimes commis par l'OUN-UPA. Dans une Ukraine divisée, en proie aux règlements de compte

quant au passé avec ses voisins immédiats, russe et polonais en particulier, une tentative de réconciliation prend toute sa valeur.

Mais que recouvre-t-elle exactement ? Quels sont les objectifs qui sous-tendent les pratiques à finalité réconciliatrice ? La réconciliation est-elle envisagée comme un but ou comme un processus ?³ Telle est l'interrogation centrale de ce texte, dans lequel nous passerons en revue les principales phases du rapprochement polono-ukrainien pour en saisir le sens et les limites.

Les premiers gestes à visée réconciliatrice

A une pétition sur le statut des vétérans, déposée au Parlement ukrainien à l'été 1996 sous la pression des conseils régionaux pro-nationalistes de l'Ouest, les partis de gauche (le Parti communiste, le Parti socialiste, le Parti agraire et le Parti des paysans) ripostent par un appel commun « Aux peuples, parlements et gouvernements d'Ukraine, Bélarus, Israël, Pologne, Russie, Slovaquie et Yougoslavie », à qui ils demandent la condamnation publique de l'OUN-UPA⁴. Les Ukrainiens de Pologne, de leur côté, profitent de ce remue-ménage mémoriel pour revendiquer la reconnaissance des torts causés à la population d'origine ukrainienne vivant sur le sol polonais, lors de la campagne de déplacements de populations conduite après la guerre par les autorités communistes polonaises, conjointement et conformément au vœu de Staline, pour en finir avec le nationalisme ukrainien (l'opération Vistule). Les 5 et 6 avril 1997, se tient à Varsovie un colloque organisé par le Congrès des Ukrainiens de Pologne. Les 300 délégués représentant une vingtaine d'organisations ukrainiennes y appellent le gouvernement polonais à condamner l'opération Vistule et à accorder à ceux qui étaient internés à Jaworzno le statut de victime des répressions du stalinisme ainsi qu'à ériger un monument à leur mémoire. Ils expriment le souhait d'une réconciliation symbolique entre les deux peuples et offrent leur pardon aux agressions perpétrées par les Polonais. Mais ce pardon, ne sert-il pas, en mettant en avant les victimes ukrainiennes, à masquer les crimes des nationalistes ukrainiens à l'encontre de la population civile polonaise ? Comme si, l'acte de pardon accompli, il fallait vite tourner la page pour se focaliser exclusivement sur les priorités politiques du temps présent... Les plaignants profitent aussi de

³ Rosoux, Valérie, « Reconciliation as a Peace-Building Process: Scope and Limits », in *The SAGE Handbook of Conflict Resolution*, eds., J. Bercovitch, V. Kremenyuk, and I. W. Zartman, SAGE, London, 2009, pp. 543-560.

⁴ Piotrowski, Tadeusz. *Genocide and Rescue in Wolyn: Recollection of the Ukrainian Nationalist Ethnic Cleansing Campaign Against the Poles During World War II*. Jefferson, NC: McFerland, 2000, p. 254.

l'ambiance générale de condamnation du communisme pour revendiquer la reconnaissance des souffrances subies par les Ukrainiens du temps de la Pologne communiste.

Suite à des demandes mémorielles, de plus en plus pressantes, en provenance de groupes divers, des contacts sont établis des deux côtés dans la perspective d'une élucidation des faits d'un passé hautement conflictuel. En mars 1996, un accord est signé entre l'Université de Loutsk, côté ukrainien, et l'Institut historique de l'armée, côté polonais, dans le but de renseigner, à partir des archives des deux pays, sur les relations polono-ukrainiennes. Les deux établissements ne sont cependant pas de même niveau : l'Université de Loutsk est un établissement d'études supérieures de niveau régional et largement périphérique (ce n'est pas l'Université de Lviv ni l'Académie Mohyla de Kiev), alors que l'Institut polonais est une institution d'État. Très rapidement, le programme d'échanges entre les deux communautés d'historiens, prévoyant un cycle de conférences étendu sur plusieurs années (1997-2001), intitulé « Pologne-Ukraine: des questions délicates »⁵, suscite un grand intérêt public en Pologne, où il a une résonance nationale, et où il devient, contrairement à l'Ukraine, une affaire d'État.

Dans la foulée (mai 1997), une déclaration conjointe des présidents polonais et ukrainien (« Declaration on Accord and Unity ») est signée. Elle rappelle les conflits polono-ukrainiens des XVII^e et XVIII^e siècles, reconnaît le caractère anti-ukrainien de la politique polonaise des années 1920-1930 et, en contrepartie, elle parle des persécutions contre les Polonais du régime stalinien en Ukraine soviétique, évoquant notamment les massacres des Polonais en Volhynie en 1943-1944 et l'animosité régnant entre les deux peuples dans les premières années de l'après-guerre, enfin, elle condamne les effets tragiques de l'opération Vistule⁶. La déclaration allait-elle dans le sens du travail de mémoire que réclamaient les victimes ou était-elle purement stratégique, le retour sur le passé conflictuel étant opportunément mis au service de l'harmonisation des relations polono-ukrainiennes dans la conjoncture du moment ? La déclaration commence par l'expression d'un désir de vivre-ensemble dans un monde est-européen sécuritaire et stable, de développer les partenariats entre les deux pays, conformément au « Traité de bon voisinage, de relations amicales et de coopération » signé en 1992. Elle semble être conforme au modèle des réconciliations officielles qui ont fleuri en Europe à l'issue de la Seconde Guerre mondiale entre les pays impliqués dans le conflit : l'Allemagne et la France, l'Allemagne et la Tchéquie, l'Allema-

⁵ Pour un compte-rendu détaillé de cette collaboration polono-ukrainienne voir Paczkowski A., *op. cit.*

⁶ Pour le texte complet de la déclaration, voir Piotrowski T., Appendix E, *op. cit.*, pp. 255-256.

gne et la Pologne, la Hongrie et la Roumanie... Avant d'évoquer l'animosité pluriséculaire entre les deux peuples, la déclaration énonce clairement son orientation vers un avenir apaisé et harmonieux qui passe obligatoirement par une reconnaissance réciproque et un regret sincère des torts mutuels, plus ou moins lointains : « the future of Polish-Ukrainian relations should be constructed on truth and justice, as well as deep and sincere understanding and reconciliation, desiring mutually to overcome the complicated heritage of Polish-Ukrainian misfortunes, so that the shadow of the past may not fall on the present and future friendly and partnership ties between both nations and peoples. »⁷

On notera cependant que la déclaration ne désigne, d'un côté comme de l'autre, aucun autre responsable que Staline (ce sur quoi il n'est pas difficile d'obtenir un consensus, puisque depuis la chute du communisme la condamnation publique des crimes du stalinisme est quasi-unanime dans les deux pays, même si, en Ukraine, elle reste plus radicale à l'ouest qu'à l'est⁸). Les victimes, quant à elles, sans être nommées ni comptées, sont enrobées dans un discours cultivant le vague et les généralités : « la tragédie volhynienne a fait couler beaucoup de sang polonais » ; les responsables polonais de la politique anti-ukrainienne des années 1920-1930 ne sont pas clairement mentionnés ; seules les « répressions staliniennes contre la population polonaise » désignent à la fois le coupable et les victimes, mais — encore une fois — de manière très globale. Il s'agit d'une vision édulcorée du passé où l'on fait attention à ne pas réveiller les vieilles rancunes et préfère, au contraire, le recours à la compassion universelle, largement utilisé en Occident pour le dépassement des conflits anciens et la régulation des relations actuelles.

La signature de cette déclaration témoigne-t-elle d'un moment réel de prise de conscience chez les dirigeants des deux pays de la face sombre de leurs histoires nationales dont ils sont les héritiers ? Est-ce la raison pour laquelle, au cours du même mois (mai 1997), Koutchma délègue au Cabinet des Ministres le soin de constituer une commission d'enquête pour établir le rôle exact de l'UPA afin de prendre une position officielle sur ce sujet ? Cette commission, abritée par l'Institut d'histoire auprès de l'Académie des sciences d'Ukraine, dont la direction est confiée à l'historien Stanislav Koulchyt'sky, n'accélère pas pour autant le processus de reconnaissance de l'UPA qu'attendent, avec impatience, les promoteurs de la mémoire nationaliste.

⁷ Piotrowski, *op. cit.*, p. 255.

⁸ Par exemple, à l'Est, les portraits de Staline peuvent être utilisés dans l'espace public lors des commémorations ou des manifestations, alors qu'à l'Ouest même les monuments au Soldat soviétique sont parfois perçus comme des symboles du totalitarisme stalinien.

Elle aboutit, trois ans plus tard (2000⁹), à un rapport contenant une conclusion provisoire qui, tout en reconnaissant l'UPA comme partie combattante, ne se prononce pas de manière définitive sur son rôle exact. Côté polonais, l'Institut de la mémoire nationale est créé en 1998 et des enquêtes sur les crimes nationalistes sont en cours. Ces gestes compulsifs, qui suivent l'adoption de la première déclaration commune, témoignent de la grande difficulté de parvenir à une véritable réconciliation sans avoir élucidé les zones grises de ce passé traumatique qui reste, à la fin des années 1990, encore largement mal connu.

Pour une symétrie de lieux de pèlerinage croisés

Pour que ce geste symbolique de réconciliation polono-ukrainienne prenne corps, il a fallu aussi choisir, de chaque côté, un lieu hautement symbolique impliquant des contextes interethniques et des souvenirs douloureux, pour la nation polonaise comme pour la nation ukrainienne. En Pologne, sous la pression de la minorité ukrainienne, le choix s'est porté sur le camp de concentration de Jaworzno, transformé dans l'après-guerre en prison pour les « ennemis du peuple », en l'occurrence les nationalistes ukrainiens et leurs soutiens civils, accusés de collaboration avec les nazis, tout comme les résistants antisoviétiques polonais. L'inscription portée sur la plaque commémorative met l'accent sur l'innocence des victimes tombées sous « la terreur communiste » et se termine par une formule exprimant le devoir de mémoire à leur égard : « avec reconnaissance, votre postérité ». Bien que les victimes soient par définition innocentes, leurs souffrances sont perçues, de nos jours, comme sacrées parce qu'elles symbolisent la résistance à la terreur communiste :

A la mémoire des Polonais, des Ukrainiens et des Allemands,
à toutes les victimes de la terreur communiste
qui ont subi innocemment
l'emprisonnement, les tortures ou la mort
entre 1945 et 1956
dans ce camp de travail du Ministère de la sécurité publique de Jaworzno
Avec reconnaissance, votre postérité.

En Ukraine, trouver un seul lieu de commémoration emblématique se révèle une tâche plus ardue. Deux événements historiques en lien avec les mémoires victimaires polonaises — qui sont aussi, du moins en partie, anti-

⁹ La commission produira un autre document en 2004.

ukrainiennes — ont été retenus. Il s'agit de remettre à l'honneur l'épisode de la résistance polonaise, durant laquelle de nombreux Polonais ont péri en défendant « leur » ville, *Lwów*, face à l'attaque des troupes ukrainiennes, formées à partir des unités de l'Armée austro-hongroise de la Première guerre mondiale qui avaient tenté de fonder un État ukrainien indépendant dans les années 1918-1920. Le choix est donc tombé sur le cimetière de Lviv, où sont enterrés ces résistants (*Orłęta Lwowskie*), complété par celui du cimetière de Kharkiv, lieu de sépulture des 4300 officiers polonais, prisonniers de guerre fusillés sur ordre de Staline. Comme si un seul lieu ne suffisait pas. Cette dualité Lviv-Kharkiv (ouest-est) ne reflète-t-elle pas les divisions internes de la société ukrainienne ? Tout se passe comme si chacune de ces demi-sociétés avaient son propre examen de conscience à effectuer : à l'ouest, ce sont les activités de l'OUN-UPA qui sont en jeu, à l'est, c'est l'héritage de l'époque communiste qui doit être réévalué. Dès lors, sous le patronage d'Alexander Kwaśniewski et de Leonid Koutchma, un travail de reconstruction, de revalorisation et de toilettage se met en place dans les deux pays. L'inauguration du cimetière polonais de Kharkiv se déroule en 2000 alors que celle de Lviv est considérablement ralentie du fait de l'opposition des autorités locales, majoritairement nationalistes. Celles-ci ont du mal à accepter que la ville de Lviv puisse être considérée comme une ville polonaise pour laquelle des résistants polonais s'étaient battus, comme l'indique l'inscription gravée sur le mémorial qui leur était dédié : « Ici reposent les soldats polonais morts pour la Patrie ». Les actions de Koutchma, dont les choix politiques sont jugés trop ambigus (aucune avancée concrète en faveur de la mémoire nationaliste), hérissent de plus en plus les nationalistes ukrainiens et débouchent en 2001 sur une action politique anti-Koutchma. Ce n'est qu'avec la révolution orange, au cours de laquelle la Pologne soutient ouvertement le candidat « pro-occidental » Viktor Iouchtchenko, qu'un nouveau rapprochement s'opère entre les deux pays, et que l'inauguration du cimetière rénové, le 24 juin 2005, peut sceller enfin les efforts conjoints de « réconciliation » polono-ukrainienne dont les bases avaient été jetées par le président sortant.

Il est intéressant de noter que dans un cas comme dans l'autre, les lieux de commémoration nouvellement aménagés ou rénovés à la fin des années 1990 ne touchent pas à la période la plus meurtrière et la plus présente dans les mémoires vives des Polonais et des Ukrainiens, à savoir le cœur de la Seconde Guerre mondiale et l'entre-deux-guerres qui prépare, idéologiquement et militairement, les massacres de masse. Ladite réconciliation semble plus facile là où existe aujourd'hui un consensus quant au regard à porter sur le passé : « la terreur communiste » à l'ouest, et la condamnation des activités de l'OUN-UPA à l'est (« les Banderas »). Mais chacun y voit ses héros d'abord, même s'ils sont, en même temps, des ennemis (souvent des

bourreaux) pour le camp adverse. Les Polonais ne font pas vraiment de distinction entre les victimes des communistes et les victimes des nationalistes, à partir du moment où elles sont polonaises et ont péri sur le sol de l'Ukraine actuelle. En revanche, pour les nationalistes ukrainiens cette distinction reste fondamentale : s'ils sont prêts à reconnaître les victimes des régimes communistes dans les deux pays, ils éprouvent un véritable malaise quant à la commémoration des résistants polonais qui étaient leurs ennemis jurés à l'époque, puisqu'ils s'opposaient à la création d'un État ukrainien souverain.

« La Volhynie : une plaie qui ne se referme pas »

Il faudra attendre 2003 pour que la tragédie volhynienne et ses responsables soient convoqués sur la place publique. La commémoration du 60e anniversaire de la tragédie en tant qu'événement phare prend un caractère national en Pologne. La grande attention qu'on lui accorde sur la place publique fait se rouvrir les vieilles plaies et conduit à accuser non seulement les auteurs des nettoyages ethniques, les nationalistes ukrainiens, mais l'ethnie ukrainienne toute entière¹⁰. Une nouvelle déclaration commune, appelant au pardon réciproque, ainsi qu'une commémoration, sont alors prévues. Mais le texte de cette déclaration doit d'abord être approuvé séparément par les deux parlements, le Sejm polonais et la Verkhovna rada ukrainienne.

Quelques dizaines d'intellectuels (journalistes, écrivains, historiens...), majoritairement originaires de l'Ouest mais aussi de Donetsk, réagissent en signant une lettre ouverte commune « La Volhynie : une plaie qui ne se referme pas »¹¹ dans laquelle ils affirment pardonner à ces Polonais dont les Ukrainiens ont été les victimes et, en retour, demandent pardon aux victimes polonaises qui ont péri des mains des Ukrainiens. Ils font un effort pour « comprendre » la tragédie, mais ils ne peuvent pas s'empêcher d'exprimer envers leurs héros nationalistes leur profonde reconnaissance, incompatible avec un sincère regret :

Nous nous inclinons devant tous ces Ukrainiens, qui dans des moments difficiles, sous la pression des circonstances, ont fait le choix de prendre les armes pour défendre leur terre et leurs familles. Nous reconnaissons que notre liberté actuelle a été achetée au prix de leurs grands sacrifices et consi-

¹⁰ Portnov, Andriy. « Les exercices d'histoire à la manière ukrainienne : notes sur les usages du passé dans les débats publics et politiques en Ukraine postsoviétique » [en russe : Упражнения с историей по-украински (Заметки об исторических сюжетах общественно-политических дебатов в постсоветской Украине)], *Ab Imperio* (mars 2007), p. 23.

¹¹ On peut trouver le texte intégral de cette lettre sur le site de la revue en ligne « Ĩ » : <http://www.ji-magazine.lviv.ua/diskusija/volyn/vidozva.htm> consulté le 4-04-2010.

dérons que l'État ukrainien n'a pas encore payé toute sa dette à leur égard. Et en les commémorant ainsi, nous invitons tous les acteurs de ces événements qui vivent encore aujourd'hui parmi nous, et avec eux toute la société ukrainienne, à pardonner ceux qui ont été à l'origine de leur destin brisé ...

Ainsi de façon ambiguë, sans nommer explicitement les victimes (« les destins brisés »), ni mentionner la véritable nature de ces massacres, les signataires se retranchent derrière un message de regret général. Sans jamais donner l'impression de remettre en question l'idéologie nationaliste et ses présupposés xénophobes, ils renvoient aux méfaits bien connus de la propagande soviétique dont les Polonais, eux aussi, ont été victimes.

Bien qu'à l'impact minime dans la société (au niveau du commun des citoyens), cette lettre déclenche des polémiques vives au sein du Parlement et dans la presse. Une fois de plus, Koutchma démontre une attitude ambiguë « dictée par le politiquement correct du moment », observe Portnov¹². D'une part, c'est seulement grâce à Koutchma que la Déclaration commune des parlements polonais et ukrainien a été votée à la Verkhovna Rada (bien qu'à la majorité et une voix, de manière similaire au vote de la loi sur l'Holodomor). En revanche, Koutchma n'a pris aucune mesure pour que le débat, qui s'est enflammé au Parlement, débouche sur un véritable débat public¹³. Parmi les opposants, sur les 100 députés du bloc Notre Ukraine, pour nombre d'entre eux originaires de Volhynie, seulement seize ont participé au vote. Les propos de Serhiy Holovaty du bloc Tymochenko (qui, lui aussi, a refusé de voter la déclaration) à la radio Svoboda, où il considère la Déclaration comme « déséquilibrée » et « heurtant l'honneur national des Ukrainiens », font comprendre les raisons d'un si faible soutien chez les nationalistes :

Le texte qui a été soumis à la Verkhovna Rada jette une ombre sur les Ukrainiens, je dirais même qu'il adopte un ton qui les rabaisse, car il les oblige à demander pardon pour avoir lutté pour la liberté, pour la libération de leur terre, pour avoir défendu leurs parents, leurs enfants, leurs épouses, pour avoir défendu leur pays, leur maison, leur propriété... Je m'excuse, mais si les Ukrainiens sont des criminels pour avoir voulu libérer leur terre, il faudrait alors dire que tous les Soviétiques, qui luttèrent contre le nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale, étaient des criminels parce qu'ils tuaient des Allemands, que les Soviétiques commettaient des crimes contre les Allemands¹⁴...

¹² Portnov A., *op. cit.*, p. 24.

¹³ Portnov A., *op. cit.*, p. 25.

¹⁴ Frys, Zynoviy. « 60^e anniversaire des événements tragiques en Volhynie : leçons principales [en ukrainien : 60-річчя трагічних подій на Волині : головні уроки], Kiev-Prague, Radio Svoboda (11 juillet 2003). *Site de la Radio Svoboda* : <http://www.radiosvoboda.org/content/article/905394.html>, dernière consultation le 06-01-2012.

Les très fortes réticences politico-idéologiques et mémorielles venant des nationalistes ukrainiens constituent un véritable obstacle à la reconnaissance des torts réciproques causés pendant la Seconde Guerre mondiale. Parmi les plus réfractaires à la reconnaissance des crimes nationalistes, on trouve le parti nationaliste radical VO Svoboda qui exige la restauration de la vérité historique et réfute les accusations des « chauvinistes polonais »¹⁵. En réaction à la commémoration des victimes polonaises, VO Svoboda déclenche une action partisane dénommée « La Volhynie se souvient », organisée par la filiale régionale du parti, tandis que la même année paraît le livre de l'un de ses militants, Bohdan Tchervak, *La bataille pour la Volhynie* (2003)¹⁶, qui propose un regard ukrainien (tendance nationaliste) sur la tragédie volhynienne. Suite à ces crispations, une véritable bataille mémorielle éclate, nous laissant sceptique quant aux résultats possibles des politiques de réconciliation et des efforts conjoints des historiens et des intellectuels engagés.

Le point culminant relatif à la commémoration de la tragédie volhynienne, sous la présidence de Leonid Koutchma, est atteint avec la commémoration officielle du massacre du village Pawliwka où une église catholique remplie de fidèles d'origine polonaise avait été entièrement brûlée le 11 juillet 1943 par les insurgés ukrainiens, faisant environ 300 victimes. C'est aussi le résultat de plusieurs mois de collaboration entre les représentants officiels des deux pays pour préparer cet événement. Le ton de la Déclaration commune, lue pendant la cérémonie, encourage un examen de conscience collectif : « We cannot change this history, nor can we question it. We cannot silence it, nor excuse it. Instead we need to find the courage to accept the truth, to call a crime a crime, inasmuch as only with respect to the truth can we build the future »¹⁷. Pour le président ukrainien, cette commémoration doit servir un but politique, le rapprochement entre les deux pays : « Ukraine and Poland have a great potential of trust that will allow our nations to come to complete historical reconciliation ». Cette fois-ci, les victimes sont nommées et chiffrées (entre 15 000 et 35 000 pour les victimes ukrainiennes et entre 80 000 et 100 000 pour les victimes polonaises) ainsi que leurs bourreaux (Armija Krajova et UPA). La nature de l'idéologie nationaliste, qui guidaient les actions des insurgés, est publiquement dénoncée pour la première fois (sans que ceux-ci soient clairement désignés en tant que groupe). « We cannot blame the Ukrainian nation for the massacres of Polish civilians. Individuals

¹⁵ http://www.svoboda.org.ua/pro_partiyu/istoriya/.

¹⁶ Tchervak, Bohdan. *La bataille pour la Volhynie* [en ukrainien : Битва за Волинь]. Éditions Olena Teliha, 2003, 48 p.

¹⁷ Woronowych Roman. « Ukrainian and Polish presidents urge reconciliation over 43-44 Volhyn events », *The Ukrainian Weekly*, No 29, vol. LXXL (20 juillet 2003), p. 1, 17.

must always bear responsibility for crimes and heinous acts. However, we must express a moral protest against the ideology that led to the anti-Polish action »¹⁸, déclare le président polonais Kwaśniewski. Koutchma, de son côté, condamne, au nom de la justice et de la paix, les violences infligées aux civils polonais.

La commémoration est avant tout un hommage aux victimes polonaises. Certains médias en Pologne convoquent même le terme ultime de génocide pour porter un jugement moral sur ces événements. Les souffrances des Ukrainiens et leur malaise identitaire sont marginalisés de sorte qu'un déséquilibre s'installe, prévisible déjà dès l'annonce des chiffres et le choix du lieu de commémoration. La réconciliation doit-elle se poser en termes d'équité des torts pour être efficace au plan politique ?

Si le consensus sur la condamnation de l'héritage du stalinisme facilite la reconnaissance des victimes tombées des deux côtés de la frontière, il n'est pas aisé, en revanche, d'évoquer des événements qui ont des interprétations divergentes dans les deux narrations historiques, polonaise et ukrainienne. Le chemin vers cette reconnaissance est d'autant plus difficile lorsqu'il n'existe pas une seule ligne mémorielle au sein d'un même pays, comme c'est le cas en Ukraine. Par ailleurs, la présence dans la société des témoins et/ou acteurs de ces événements, tout comme le devoir de mémoire brandi par leurs descendants, ne facilitent pas un examen de conscience, fondé sur le regard critique porté sur sa propre expérience. En effet, il est beaucoup plus facile de commémorer les événements dont les témoins ne sont plus là depuis longtemps, et lorsqu'aucune « plaie » ne peut plus « se rouvrir ». Enfin, ledit examen de conscience ne peut prendre aujourd'hui de forme autre que religieuse qui par la voie du pardon, en tant que valeur morale, permet de se purifier du fardeau du passé. Mais n'est-ce pas un abri confortable pour éviter la confrontation avec un passé non assumé ?

Pawlokoma et Huta Pieniacka, deux villages emblématiques

Plus récemment, deux autres lieux commémoratifs ont été choisis pour leur valeur hautement symboliques : les villages de Pawlokoma et Huta Pieniacka, entièrement détruits lors de la Seconde Guerre mondiale, respectivement par l'Armée Krajowa polonaise et la Division SS Galytchyna, composée de volontaires ukrainiens et soutenue par des unités de l'UPA. Les deux massacres s'inscrivent dans une série de violences réciproques se déroulant dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, entretenues par le jeu des complici-

¹⁸ *Ibid.*

tés avec les régimes occupants, soviétique ou nazi. Dans un cas comme dans l'autre, le nombre des victimes dépend de la lecture qu'on en fait, ukrainienne ou polonaise. Pour Pawlokoma, ce nombre se situe entre 215 et 366, chiffre inscrit sur le mémorial; pour Huta Pieniacka entre 800 et 1200. En jonglant habilement avec les chiffres, chacune des parties essaye de mettre en exergue le nombre de ses victimes à elle et de diminuer la responsabilité des siens dans les crimes commis. Reconnaître les faits de part et d'autre pourrait être la première étape sur le chemin de la réconciliation à long terme. Encore faut-il que les auteurs de chaque crime soient nommés, et les circonstances clairement mentionnées. Or tel n'est pas le cas.

La rencontre historique entre Viktor Iouchtchenko et Lech Kaczyński à Pawlokoma, le 13 mai 2006, marque une nouvelle étape dans la politique de rapprochement entre la Pologne et l'Ukraine. Le discours de Iouchtchenko insiste sur le caractère juste de l'acte de réconciliation, seule voie possible pour l'avenir des relations polono-ukrainiennes : « Pour nos peuples, il n'y avait que deux issues : continuer dans notre for intérieur la guerre, mesurer le volume du sang versé, compter et recompter le nombre de victimes de chaque côté, ou bien se donner la main. Nous avons choisi le chemin de la réconciliation. Nous y sommes parvenus étape après étape : l'inauguration du cimetière des *Orłęta* à Lviv, la commémoration de Pawliwka et maintenant, la commémoration de Pawlokoma... Désormais l'Ukraine et la Pologne inaugurent une nouvelle politique de solidarité, et pour nos relations futures c'est un jour historique. »¹⁹ Pour le président polonais, mettre en lumière les zones grises du passé est un processus lent mais indispensable : « Nous devons parler de manière ouverte de notre passé douloureux, en le réévaluant à chaque fois »²⁰. Or, pour que la réconciliation soit durable, il ne suffit pas de se tourner vers l'avenir, comme le propose Iouchtchenko, il faudrait aussi prendre conscience de ce qui pouvait être à l'origine des mémoires traumatiques de part et d'autre et le condamner définitivement.

Il paraît aussi utile de rappeler que le lieu où sont enterrées les victimes ukrainiennes de Pawlokoma était jusqu'à très récemment une décharge municipale et que tout effort d'entretenir leurs sépultures était condamné, du fait de la résistance du pouvoir local, franchement anti-nationaliste. On peut donc se demander quelle sera la portée de ce geste officiel, en quelque sorte « parachuté », sur le lieu de ressentiments réciproques, toujours vivants dans la mémoire régionale. En même temps, suffit-il d'évoquer le massacre

¹⁹ Tkatchouk, Maryna. "Pawlokoma. Pardoner mais ne pas oublier" [en ukrainien : Павлокома. Пробачити, але не забути]., dans *Ukraina Moloda* 086, du 16 mai 2006, <http://www.umoloda.kiev.ua/number/672/158/24426/>, dernière consultation le 6.01.2012.

²⁰ *Ibid.*

de Pawliwka, en l'inscrivant dans une série de villages ukrainiens ayant subi le même sort, comme le suggère l'auteur de l'article dans *Ukraina Moloda*²¹, sans dire un mot sur la responsabilité qui incombe à l'UPA dans les attaques des villages polonais ?

Malgré l'empressement de Iouchtchenko d'en finir avec un passé douloureux pour passer à l'avenir, Pawlokoma ne pouvait être qu'une étape parmi d'autres. De la même manière que les survivants et les descendants des victimes de Pawlokoma, guidés par un devoir de mémoire, ont fait de cet endroit un lieu de pèlerinage, ceux de Huta Pieniacka, encadrés par l'Association Huta Pieniacka (*Stowarzyszenie Huta Pieniacka*), ont pris en charge le toilettage des tombes des victimes polonaises et l'installation d'un mémorial à leur mémoire. Les inscriptions sur les deux mémoriaux officiels, aussi bien ukrainien que polonais, mettent l'accent sur le sort tragique des victimes dont les noms sont gravés dessus. À côté de chacun de ces monuments officiels, on peut trouver un contre-monument, moins imposant et informel, installé par un groupe anonyme de gens originaires du lieu, qui replace le massacre dans la série des violences réciproques et n'hésite pas à mentionner les responsables de la tragédie. À Pawlokoma, par exemple, on peut lire une dédicace à la mémoire des victimes polonaises : « À tous ceux morts tragiquement de la main des nationalistes ukrainiens dans les années 1939-1945 », suivie de la liste des noms des vingt victimes. À Huta Pieniacka les nationalistes ukrainiens ont décidé d'installer un panneau commémoratif²² donnant leur propre, et très explicite, interprétation de l'histoire :

Pendant la Seconde Guerre mondiale Huta Pieniacka était le quartier général de l'Armée Krajowa et des unités de diversion bolcheviques qui ensemble terrorisaient les villages ukrainiens environnants. Le 28 février 1944, l'occupant allemand conduisit une action militaire de liquidation du régiment polono-bolchevique. Au début des années 1980, le pouvoir polono-soviétique a diffusé de fausses informations sur la destruction de Huta Pieniacka par la Division SS Galytchyna et les combattants de l'OUN-UPA. Cette version est encore propagée dans la Pologne actuelle dans le but de discréditer le mouvement de libération nationale ukrainien et de dissimuler les crimes de la politique d'occupation polonaise sur les terres de l'Ukraine de l'Ouest. Quant au nombre de victimes, c'est une question discutable et non-étudiée. Par exemple, jusque-là le lieu de sépulture des victimes était

²¹ *Ibid.*

²² D'après le photoreportage des admirateurs de la Division Galytchyna : <http://khoma.livejournal.com/185742.html> dernière consultation le 06.01.2012.

inconnu. C'est pourquoi le monument érigé en 2005 ne correspond pas aux événements qui ont eu lieu ici et de ce fait est illégal²³.

Pourquoi alors est-il si facile d'installer et d'entretenir un cimetière-mémorial aux soldats de la Division SS Galytchyna, alors que le mémorial à leurs victimes parmi la population civile serait illégal ? Les négateurs du crime souhaitent-ils vraiment connaître le lieu de sépulture de leurs victimes ou veulent-ils le rayer à tout jamais de leur mémoire ? Est-ce un acte réfléchi de la part de Iouchtchenko que de déclarer son engagement dans la voie de réconciliation et de promouvoir Chouhevytch et Bandera au rang des héros nationaux, un événement qui après tant d'efforts conjoints a refroidi soudainement les relations polono-ukrainiennes ? Ne s'agit-il par d'un acte contraire qui investit dans le maintien des ressentiments réciproques et le négationnisme, au lieu d'élucider les crimes commis dans le passé, y compris pour des raisons de haine raciale ?

Dans les deux cas analysés, il s'agit d'une prise en charge du lieu de la tragédie par ses survivants et leurs descendants, acteurs de la mémoire de première ligne, qui le sanctuarisent, le transforment en lieu de pèlerinage et contribuent ainsi au maintien de leur mémoire, en s'assurant de la caution du pouvoir central pour légitimer leur geste aux yeux des pouvoirs locaux, réticents à de telles commémorations.

Conclusion

La question des lieux de mémoire « communs » divisent doublement : 1) les lieux choisis pour la commémoration sont distincts, appartenant tantôt à la mémoire nationale polonaise, tantôt à la mémoire nationale ukrainienne ; 2) un clivage idéologique s'opère entre l'appartenance au camp antisoviétique (dont l'OUN-UPA) ou au camp antinazi, à l'origine des mémoires contrastées de la Seconde Guerre mondiale, particulièrement pertinent en Ukraine. Tandis que leur anticommunisme majoritaire sert de terrain d'entente entre la Pologne et l'Ukraine de l'Ouest, c'est le regard critique envers les activités et le fondement idéologique du nationalisme de guerre de l'OUN-UPA qui rapproche la Pologne et l'Ukraine de l'Est. Ces préalables étant posés, c'est sous la présidence de Koutchma et de Kwaśniewski que les premières mesures d'une politique de réconciliation, visant à un rapprochement politique, ont pu être mises en place. Leurs successeurs, Iouchtchenko et Kaczyński, ont continué dans la même voie en ajoutant d'autres événements commémora-

²³ C'est aussi le propos de l'ultranationaliste Iryna Sekh à la commémoration du 67^e anniversaire de la tragédie par la communauté polonaise.

tifs, emblématiques des relations conflictuelles entre Polonais et Ukrainiens, sur lesquels la lumière venait d'être faite. En Ukraine, la couleur politique de la conjoncture du moment a toujours déterminé le choix des événements à commémorer. Ainsi, sous Koutchma et ensuite sous Ianoukovytch, la ligne mémorielle va dans le sens du rejet de la mémoire nationaliste. Sous Iouchtchenko et Kaczyński, au contraire, ce sont les mémoires anti-communistes dans les deux pays qui ont servi de socle commun. Il ne faut toutefois pas oublier que les élites politiques locales jouent, elles aussi, un rôle très important dans ce processus et sont capables de freiner ou de favoriser une commémoration « commune », et que le président entrant n'a pas toujours la possibilité de modifier la ligne politique du président sortant qu'il se trouve contraint de poursuivre.

Malgré la bonne volonté des élites dirigeantes, la réception « en bas » de ces gestes officiels reste très variable. Pour certains, c'est trop, et ils manifestent leur méfiance à l'égard de l'activisme mémoriel de l'État voisin, allant jusqu'à déclarer illégales les mesures prises, opposant aux victimes du camp adverse leurs propres victimes et proposant leur propre interprétation des événements tragiques. A contrario, pour d'autres, promoteurs d'une mémoire particulière, ces mesures peuvent être considérées comme un premier pas, ce qui ne les empêche pas de regretter le caractère incomplet de la démarche, le flou de la désignation de la victime et du bourreau, le discours édulcoré des chefs d'État, soucieux d'éviter toute source de conflit. C'est ce dont témoigne le choix des inscriptions sur les monuments, d'autant plus que ceux-ci se trouvent sur le territoire de la partie adverse. Le plus souvent, c'est d'abord un hommage aux victimes, mortes tragiquement, suivi du souci de prendre soin de leurs lieux de sépulture et d'en faire un lieu de pèlerinage, notamment pour transmettre aux jeunes le souvenir d'une tragédie collective.

Depuis le lancement de la première initiative qui remonte au milieu des années 1990, beaucoup a été fait sur le chemin de la réconciliation historique entre les deux peuples. Si l'on prend la grille d'analyse de Valérie Rosoux concernant les étapes successives de la résolution du conflit, on peut penser que le premier stade, celui de la gestion du conflit (*conflict management*)²⁴, traduisant le passage d'une expression violente à une expression politique, était ici défailant, certainement du fait de l'instauration du régime communiste, aussi bien en Pologne qu'en Ukraine de l'Ouest, qui a imposé sa propre grille de lecture des événements historiques. Ce n'est que plusieurs décennies plus tard, avec la chute du régime, que la question de la réconciliation officielle a pu être posée et qu'elle est passée directement au stade suivant, celui

²⁴ Rosoux V., *op. cit.*

où les négociateurs essaient de contenir le retour des ressentiments mutuels alimentant le conflit, tout en envisageant la construction de relations positives à long terme.

Mais si l'on ne peut sauter les étapes, on peut les franchir en accéléré. Ici, deux difficultés majeures sont à surmonter. Du côté ukrainien, l'enjeu de taille reste la remise en question de l'idéologie nationaliste, et une dénonciation vague, prononcée de plus par le président polonais, ne saurait suffire. Il faudrait une véritable relecture critique et objective par les Ukrainiens de l'expérience nationaliste et de l'idéologie qui la sous-tend. Du côté polonais, ce qui fait défaut, c'est la compréhension du rôle historique qu'ont joué leurs élites en faisant obstacle au légitime désir d'affirmation nationale et de souveraineté des Ukrainiens, qui ont considéré la nation polonaise toute entière comme oppresseur. C'est seulement à ces conditions qu'un rapprochement durable pourra être assuré, dans lequel la réconciliation ne se résumerait pas à un geste public vite oublié, mais saurait survivre à la pression des groupes extrémistes locaux, minoritaires, mais très actifs et influents.

**Politics of Forgiveness and Strategies for Reconciliation:
How Far has the Ukrainian-Polish Issue Gone?**

by Olha Ostriitchouk

A b s t r a c t

After the fall of communism, it became possible to reconsider Ukrainian-Polish conflicting past in order to harmonize their relations and engage both countries in creating of a common future. This article examines their politics of reconciliation and public apologies, since the first rapprochement under Kuchma and Kwasniewski who adopted a Joint Declaration in 1997. It focuses not only on what was done in this area but also on its international-domestic interactions and its reception by local groups. By observing people's attitudes towards tragic events of the common past (such as Pawlokoma, Pawliwka, Huta Pieniacka, Jaworzno etc), we try to understand what is behind the practices of reconciliation, what is their significance for different groups and limits of their efficiency.

Keywords: Competing memories, politics of reconciliation, public apologies, commemorations, Ukrainian-Polish relations.